

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE  
N°20251223-DEC-DAEN1383 EN DATE DU **21 JAN. 2026**  
PORTANT MODIFICATION DE L'ORIGINE GÉOGRAPHIQUE DES DÉCHETS  
ADMIS DANS L'INSTALLATION DE STOCKAGE DE DÉCHETS NON DANGEREUX  
SITUÉE À CHATUZANGE LE GOUBET,  
EXPLOITÉE PAR LA SOCIÉTÉ ONYX AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

La préfète de la Drôme,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le Code de l'Environnement, notamment les articles L. 181-14, L. 541-15, R. 181-45 et R. 181-46 ;
- VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU** le décret du 30 juillet 2025 nommant Madame Marie Aimée GASPARI, préfète de la Drôme ;
- VU** le décret du 21 juillet 2023 nommant Monsieur Cyril MOREAU secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;
- VU** l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;
- VU** le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) Auvergne-Rhône-Alpes, approuvé le 10 avril 2020 par le préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, en particulier le plan régional de prévention et de gestion des déchets non dangereux d'Auvergne-Rhône-Alpes qu'il contient ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°26-2020-07-09-002 du 9 juillet 2020 portant autorisation d'exploitation d'une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) située à Chatuzange Le Goubet et exploitée par la société ONYX Auvergne-Rhône-Alpes, en particulier, son article 1.1.1 qui précise que la société ONYX Auvergne-Rhône-Alpes est autorisée à exploiter une extension du casier de stockage de déchets non dangereux désigné H, puis de nouveaux casiers de stockage de déchets non dangereux désignés I et J ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 juillet 2021 modifiant la date de mise en exploitation de l'extension de l'ISDND susvisée ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 décembre 2021 modifiant la capacité maximale annuelle, pour l'année 2021, de l'ISDND susvisée ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 septembre 2022 portant sur l'exploitation, dans l'ISDND sus-visée, d'une unité d'épuration de biogaz avec production de biométhane réinjecté dans le réseau de distribution de gaz naturel ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 août 2023 portant cessation d'exploitation d'une tour aéroréfrigérante dans l'ISDND susvisée ;

- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 octobre 2025 portant augmentation à 140 000 tonnes/an, à compter du 1er janvier 2026, de la capacité maximale de stockage de déchets non dangereux non inertes dans l'ISDND susvisée ;
- VU** le dossier de porter à connaissance présenté le 29 août 2025 par la société ONYX AUVERGNE-RHÔNE-ALPES à madame la Préfète de la Drôme, portant sur les modifications suivantes de l'origine géographique des déchets admis dans l'ISDND susvisée :
- Les déchets admis ne peuvent provenir que de la région Auvergne-Rhône-Alpes ;
  - Les déchets admis, qui ne proviennent pas des départements de la Drôme, de l'Isère ou de l'Ardèche, sont limités à 35 000 tonnes/an, déchets utilisés en couverture non compris ;
  - La quantité de déchets minimale provenant des départements de la Drôme et de l'Ardèche, s'élève à 67 500 tonnes/an, déchets utilisés en couverture non compris ;
- VU** l'avis favorable du 13 octobre 2025 émis par la Directrice Générale Adjointe du Conseil régional de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, pour le Président et par délégation, émis sur le dossier de porter à connaissance susvisé, sous réserve que les modifications demandées ne soient accordées qu'à compter du 1er janvier 2026 ;
- VU** l'avis favorable émis à l'unanimité le 6 octobre 2025 par le Conseil Municipal de la commune de Chatuzange Le Goubet sur le dossier de porter à connaissance susvisé ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2025 portant ouverture d'une participation du public par voie électronique sur les modifications demandées de l'origine géographique des déchets admis dans l'ISDND susvisée, cette participation du public se déroulant du 8 décembre 2025 à 9 h au 22 décembre 2025 à 17 h ;
- VU** l'absence d'observation formulée dans le cadre de la participation du public par voie électronique susvisé ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes en date du 23 décembre 2025, établi sur le dossier de porter à connaissance susvisé ;
- VU** le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant le 15 janvier 2026 ;
- VU** les observations de l'exploitant formulées par courriel le 16 janvier 2026 et le 20 janvier 2026 ;

**CONSIDÉRANT** que les modifications demandées, portant sur l'origine géographique des déchets admis dans l'ISDND susvisée, ne sont pas substantielles au sens de l'article L. 181-14 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que les évolutions présentées dans le dossier de porter à connaissance susvisé ne nécessitent pas une nouvelle évaluation environnementale en application de l'article R. 122-2 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** la fermeture programmée à échéance fin 2025 de l'ISDND de Cessieu dans l'Isère, et sa proximité géographique avec l'ISDND de Chatuzange Le Goubet, permettant le respect du principe de proximité pour une partie des déchets précédemment accueillis à l'ISDND de Cessieu ;

Le pétitionnaire entendu ;

**SUR PROPOSITION** de monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

## **ARRÊTE**

## **Article 1<sup>er</sup>**

L'article 2.3.1 de l'arrêté préfectoral n°26-2020-07-09-002 du 9 juillet 2020 susvisé, modifié en dernier lieu par l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2025 susvisé, est ainsi modifié :

### **"ARTICLE 2.3.1 NATURE ET ORIGINE GÉOGRAPHIQUE DES DÉCHETS NON DANGEREUX ADMIS**

*Les déchets admis dans les casiers de stockage de l'établissement doivent être ultimes au sens de l'article L.541-2-1 du Code de l'environnement rappelé ci-dessous :*

*« Est ultime au sens du présent article un déchet qui n'est plus susceptible d'être réutilisé ou valorisé dans les conditions techniques et économiques du moment, notamment par extraction de la part valorisable ou par réduction de son caractère polluant ou dangereux. »*

*Ils représentent la fraction résiduelle des déchets obtenue au terme des opérations de collecte séparative, ou de tri et de valorisation qui leur sont appliquées pour respecter :*

- les dispositions du titre IV du livre V du Code de l'environnement relatif aux déchets ;
- le plan régional de prévention et de gestion des déchets non dangereux d'Auvergne-Rhône-Alpes contenu dans le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) Auvergne-Rhône-Alpes, approuvé le 10 avril 2020 par le préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

*Les déchets admis dans les casiers de stockage de l'établissement ne peuvent provenir que de la région Auvergne-Rhône-Alpes. Les déchets admis, qui ne proviennent pas des départements de la Drôme, de l'Isère ou de l'Ardèche, sont limités à 35 000 tonnes/an, déchets utilisés en couverture non compris. La quantité de déchets minimale provenant des départements de la Drôme et de l'Ardèche, s'élève à 67 500 tonnes/an, déchets utilisés en couverture non compris.*

*Un document mettant en évidence le respect des prescriptions de ce paragraphe dans l'année, est intégré dans le rapport annuel d'activité mentionné à l'article 2.1.5."*

## **Article 2 : Délais et voies de recours**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée auprès du Tribunal administratif de GRENOBLE :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
  - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44
  - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du Code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de GRENOBLE.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).

### **Article 3 : Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie de CHATUZANGE LE GOUBET et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie pendant une durée minimum de quatre semaines.

Le maire de la commune de CHATUZANGE LE GOUBET fera connaître par procès verbal, adressé à la Direction Départementale de la Protection des Populations (DDPP) de la Drôme, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

### **Article 4 : Exécution – Notification**

Le Secrétaire général de la préfecture de la Drôme, le Directeur Régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes et le maire de CHATUZANGE LE GOUBET sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant légal de l'exploitation.

Fait à Valence, le **21 JAN. 2026**

La Préfète,

Pour la Préfète, et par délégation  
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU